

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/52
8 janvier 2003

(03-0050)

Comité de l'évaluation en douane

SRI LANKA - DÉCISION CONCERNANT LE PARAGRAPHE 1 DE L'ANNEXE III DE L'ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

Décision

PRENANT NOTE de la demande présentée par le gouvernement sri-lankais au titre du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane"), fait à Marrakech le 15 avril 1994, en vue d'obtenir une prolongation du délai pour l'application des dispositions de cet accord;

RECONNAISSANT que, le 1^{er} janvier 1995, Sri Lanka est devenue partie contractante à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et s'est prévalu du paragraphe 1 de l'article 20 de cet accord pour différer l'application de ses dispositions pour une période de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1995, date d'entrée en vigueur de l'Accord, et qu'il était donc prévu qu'elle applique les dispositions de cet accord d'ici au 1^{er} janvier 2000;

NOTANT qu'un délai de un an, allant du 1^{er} janvier 2000 au 1^{er} janvier 2001¹, a été accordé à Sri Lanka pour appliquer les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et qu'en raison d'événements imprévus le pays a obtenu une prolongation de ce délai jusqu'au 31 octobre 2001², au 30 avril 2002³ et au 31 octobre 2002⁴;

NOTANT que, comme Sri Lanka l'a indiqué dans sa demande figurant dans le document G/VAL/W/105, la demande de Sri Lanka visant à obtenir cette prolongation est uniquement imputable à des circonstances inévitables ayant abouti à un retard imprévu dans la présentation au Parlement de la législation nationale mettant en œuvre les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;

NOTANT la détermination dont Sri Lanka fait preuve de longue date et les efforts considérables qu'elle accomplit pour réformer et moderniser son administration douanière ainsi que pour assurer la mise en œuvre et l'administration effectives de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;

CONSIDÉRANT que Sri Lanka a continué d'accomplir des efforts importants pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et met en place, suivant le

¹ G/VAL/23.

² G/VAL/41.

³ G/VAL/42.

⁴ G/VAL/46.

calendrier établi, les mesures techniques et administratives ainsi que les mesures en matière de formation énoncées dans son programme de travail détaillé figurant dans le document G/VAL/23 et exposées dans le document G/VAL/W/99;

CONSIDÉRANT EN OUTRE que Sri Lanka a continué d'accomplir des efforts importants pour mener à bien le processus de rédaction juridique au plan interne et a fourni aux Membres son projet de législation dans le document G/VAL/W/99;

CONSIDÉRANT que Sri Lanka a reçu et continue de recevoir une assistance technique pour la mise en œuvre et l'application des dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;

NOTANT que Sri Lanka continuera de limiter l'application des valeurs minimales, aux fins de l'évaluation en douane, pendant la période visée par sa demande de prolongation du délai de mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, aux véhicules à moteur usagés relevant des positions 87.01, 87.02, 87.03 et 87.04 du SH;

NOTANT que Sri Lanka mettra en œuvre et appliquera d'ici au 28 février 2003 le paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données⁵;

NOTANT que le gouvernement sri-lankais n'utilise pas et n'a pas l'intention d'utiliser des services d'inspection avant expédition dans son système d'administration douanière et d'évaluation en douane;

Les Membres, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

DÉCIDENT, au vu des circonstances exceptionnelles énoncées ci-dessus, en particulier du retard imprévu enregistré dans le processus législatif, ce qui suit:

1. Sous réserve des conditions et modalités énoncées ci-après, Sri Lanka pourra différer encore l'application des dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, sans dépasser la date du 28 février 2003.
2. Le gouvernement sri-lankais rendra compte au Comité de l'évaluation en douane, au plus tard le 15 janvier 2003, de l'état d'avancement du processus législatif de mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane au plan interne.
3. La présente décision est sans préjudice des droits et obligations de Sri Lanka au titre des Accords de l'OMC, notamment de ceux qui découlent de l'Accord sur l'évaluation en douane.

⁵ G/VAL/5.